

*Projet présenté par le Conseil d'Etat*

*Date de dépôt : 22 mars 2018*

## **Projet de loi**

### **approuvant les états financiers individuels de l'Etat de Genève pour l'année 2017**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève, vu l'article 108 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012; vu la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013; vu les états financiers individuels de la République et canton de Genève pour l'année 2017; décrète ce qui suit :

#### **Art. 1 Etats financiers**

Les états financiers pour l'année 2017 sont approuvés.

#### **Art. 2 Réserve conjoncturelle**

La réserve conjoncturelle est dotée pour un montant de 34 millions de francs en 2017 et s'élève à 599 millions de francs au 31 décembre 2017.

#### **Art. 3 Crédits supplémentaires**

Les crédits supplémentaires pour l'exercice 2017, selon la liste présentée en annexe et faisant partie intégrante de la présente loi, sont acceptés.

**Art. 4      Corrections d'erreurs et changements de méthodes  
comptables**

Pour l'exercice 2016, sont approuvés et publiés dans les états financiers individuels 2017 les corrections d'erreurs et les changements de méthodes comptables ainsi que les modifications que ces corrections et changements ont engendrées sur le résultat net et les fonds propres, avec les conséquences suivantes :

- a) le résultat net positif 2016 est de 62 millions de francs, au lieu de 61 millions de francs;
- b) les fonds propres au 1<sup>er</sup> janvier 2016 s'élèvent à 2 462 millions de francs, au lieu de 2 549 millions de francs;
- c) la réserve conjoncturelle au 31 décembre 2016 est inchangée et s'élève à 565 millions de francs.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Anja WYDEN GUELPA

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Mesdames et  
Messieurs les Députés,

Le projet de loi qui vous est présenté vise à approuver les états financiers individuels de l'Etat de Genève pour l'exercice 2017.

Ce projet de loi est basé sur :

- le « rapport sur les comptes individuels 2017 » (tome 1);
- le « rapport sur les comptes de fonctionnement 2017 par programme » (tome 2);
- le « rapport sur les comptes d'investissement 2017 par politique publique » (tome 3).

L'exposé des motifs des comptes individuels 2017 du Conseil d'Etat, publié en première partie du « rapport sur les comptes individuels 2017 » (tome 1) constitue la partie générale du présent exposé des motifs.

Le rapport de l'organe de révision est joint aux états financiers dans le rapport sur les comptes individuels 2017 (tome1).

Le rapport sur les fonds affectés, les financements spéciaux et les libéralités de tiers affectées, qui ne transitent pas par le compte de résultat (approche bilan/bilan), est joint au tome 1.

Le tome 1 contient également l'attestation annuelle sur les obligations vertes et leur suivi; cette attestation a fait l'objet d'un contrôle spécifique de la Cour des comptes.

L'approbation de la gestion du Conseil d'Etat fait l'objet d'un projet de loi distinct.

### **Commentaires par article**

#### ***Art. 1 Etats financiers***

L'article 1 traite de l'approbation formelle des états financiers.

Les états financiers figurent dans la partie « états financiers » du rapport sur les comptes individuels 2017 (tome 1). Ils comprennent le compte de résultat, le bilan, le tableau de mouvement des fonds propres, le tableau de flux de trésorerie et les notes annexes. Le compte d'investissement figure à la note annexe n° 4.1.

Les états financiers de l'Etat de Genève pour l'exercice 2017 présentent les données financières suivantes :

- le total du bilan est de 19 628 millions de francs;
- le résultat net présente un résultat net positif de 69 millions de francs;
- l'investissement net selon le compte d'investissement est de 600 millions de francs;
- la variation nette des liquidités est de 17 millions de francs;
- le total des fonds propres est de 2 704 millions de francs.

### **Art. 2 Réserve conjoncturelle**

La réserve conjoncturelle figure dans les fonds propres (voir tableau de mouvements des fonds propres des états financiers).

L'attribution à la réserve conjoncturelle ou son utilisation se font après détermination du résultat annuel.

En cas d'exercice bénéficiaire, la réserve conjoncturelle ne peut être alimentée qu'à hauteur de l'excédent de revenus qui ressort du compte de résultat, pour autant que les investissements soient autofinancés. Pour 2017, sa dotation se monte à 34 millions de francs (voir annexe 9.20 des états financiers).

### **Art. 3 Crédits supplémentaires**

Les crédits supplémentaires pour l'exercice 2017 sont présentés dans le tome 2 du rapport sur les comptes 2017.

Les crédits supplémentaires sont destinés à couvrir des dépassements au budget de fonctionnement dans des domaines qui avaient déjà fait l'objet d'une dotation budgétaire en 2017.

Les dépassements de crédits sont totalisés par nature et s'entendent sans compensation au sein des mêmes natures. Ainsi, il est possible d'avoir pour une nature de charge des dépassements de crédit au niveau des programmes et une économie au niveau des comptes de l'Etat de Genève pour la même nature.

### **Art. 4 Corrections d'erreurs et changements de méthodes comptables**

Des erreurs, telles que détaillées dans la note annexe 15 des états financiers, ont été corrigées selon la méthode rétrospective conformément à la norme IPSAS 3. Cette méthode vise à corriger les comptes des exercices antérieurs comme si l'erreur n'avait jamais été commise. Pour ce faire, il convient de corriger les années concernées par les erreurs mais, en pratique, seule l'année comparative (N-1) est corrigée. Cela implique l'approbation formelle du

nouveau solde par le Grand Conseil. Concrètement, dans le cas des états financiers 2017, les erreurs liées à l'exercice 2016 sont corrigées par le résultat 2016. En revanche, les erreurs concernant les résultats antérieurs à 2016 sont corrigées par les fonds propres au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (équivalents aux fonds propres au 31 décembre 2015).

En outre, comme indiqué dans les notes 9.19 et 15 des états financiers, le suivi des soldes de certains fonds sous capital propre a fait l'objet d'un changement de méthode comptable en 2017, afin que les soldes reflètent les montants effectivement disponibles.

Les changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs contribuent à :

- augmenter de 1 million de francs le résultat net positif 2016; et à
- réduire de 87 millions de francs les fonds propres au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les Députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexes :

- 1) *Tome 1 du rapport sur les comptes 2017 (états financiers individuels)*  
(consultable sur internet: <https://www.ge.ch/document/comptes-2017/annexe/0>)
- 2) *Rapport de l'organe de révision (consultable sur internet:*  
<https://www.ge.ch/document/comptes-2017/annexe/0>)
- 3) *Rapport sur les fonds et libéralités (consultable sur internet:*  
<https://www.ge.ch/document/comptes-2017/annexe/0>)
- 4) *Liste des crédits supplémentaires*

## ANNEXE 4

Crédits supplémentaires - Compte de fonctionnement 2017

## I. Crédits supplémentaires soumis et approuvés par la commission des finances, sous réserve des exceptions prévues par la LGAF

Programme	Libellé	Comptes 2017	Budget 2017	Dépassements	
				Total	dont autorisés
<b>30 Charges de personnel (hors provisions/dépréciations)</b>				<b>11'873'229</b>	<b>13'510'000</b>
H06	Exécution des poursuites et faillites	29'219'763	28'401'794	817'969	963'000
P02	Gestion transversale et départementale des ressources humaines	50'483'479	39'428'219	11'055'260	12'547'000
<b>31 Charges de biens et services et autres charges d'exploitation (hors provisions/dépréciations, pertes effectives et cas particuliers)</b>				<b>6'463'148</b>	<b>7'762'270</b>
A03	Suivi éducatif et soutien aux familles	3'566'791	3'538'607	28'185	127'775
C02	Soutien à la famille	228'784	202'187	26'597	3'464 (1)
C04	Protection des personnes adultes sous curatelle	148'424	134'360	14'064	2'244 (1)
F03	Gestion des eaux	7'645'278	7'504'532	140'746	141'369
F04	Nature et paysage	6'841'847	6'481'979	359'869	359'869
F05	Politique agricole	1'285'960	939'041	346'919	346'920
H01	Population, droit de cité et migration	3'789'309	2'917'479	871'830	902'197
H02	Sécurité publique	22'378'604	22'249'458	129'146	849'744
J01	Transports et mobilité	7'259'091	6'314'443	944'648	944'649
J02	Infrastructures routières et de transports publics	17'956'050	17'543'102	412'948	579'861
K03	Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention	2'101'696	2'058'040	43'656	50'663
L01	Développement et soutien à l'économie	380'307	357'079	23'228	27'086
L03	Régulation du commerce	2'254'442	287'583	1'966'859	1'971'144
L04	Surveillance du marché du travail	380'397	339'191	41'206	29'916 (1)
O04.08	Audits et expertises du SAI	81'442	60'148	21'294	3'996 (1)
P03	Gestion financière transversale et départementale et achats	17'109'938	1'693'713	17'225	205'787
P04	Gestion du patrimoine de l'Etat (bâtiments et biens associés)	134'188'172	133'113'445	1074'727	1'215'266
<b>36 Charges de transfert (hors liste des subventions (hors amortissements, provisions/dépréciations et pertes effectives))</b>				<b>1'243'402</b>	<b>1'352'307</b>
K02	Régulation sanitaire	14'283'402	13'040'000	1'243'402	1'352'307
<b>36 Charges de transfert (liste des subventions (hors provisions/dépréciations))</b>				<b>41'592'931</b>	<b>40'184'290</b>
A02	Enseignement secondaire II et formation continue				
	Association des répertoires AJETA	1'595'002	1'583'842	11'160	11'160 (2)
	Bourses d'études - enseignement secondaire II	22'759'554	21'369'500	1'390'054	2'478'000
A03	Suivi éducatif et soutien aux familles				
	Fondation officielle de la jeunesse (FOJ) - éducation spécialisée	32'338'195	31'982'481	355'714	355'714 (2)
	Association genevoise d'actions préventives et éducatives (AGAPÉ)	8'127'443	8'005'393	122'050	122'050 (2)
	Astural - éducation spécialisée	5'649'009	5'566'901	82'108	82'108 (2)
	Ecole protestante d'altitude - éducation spécialisée	1'540'711	1'518'403	22'308	22'308 (2)
	Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe)	23'578'960	23'435'887	143'073	143'073 (2)
	Frais de placements éducation spécialisée	24'137'602	18'672'219	5'465'383	5'600'000
A04	Hautes écoles				
	Institut de hautes études internationales et du développement	15'343'778	15'188'806	154'972	154'972 (2)
A05	Enseignement spécialisé.				
	Fondation Ensemble - secteur mineurs	7'331'541	7'224'144	107'397	107'397 (2)
	Fondation SGIPA - secteur mineurs	4'677'525	4'607'569	69'956	69'956 (2)
	Astural - enseignement spécialisé	5'175'238	5'100'016	75'222	75'222 (2)
	L'ARC, une autre école	2'448'716	2'413'148	35'568	35'568 (2)
	La Voie lactée	1'572'217	1'550'183	22'034	22'034 (2)
	Ecole protestante d'altitude - enseignement spécialisé	1'053'080	1'037'833	15'247	15'247 (2)
C01	Accès à l'assurance-maladie				
	Couverture des créances des assureurs pour primes impayées	55'240'577	48'200'000	7'040'577	6'800'000 (1)
C03	Mise en oeuvre et conduite des mesures d'action sociale				
	Hospice Général - Fonctionnement - Action sociale	63'999'553	63'551'062	448'491	448'491 (2)
	Centre genevois de consultation LAVI	1'082'211	1'069'890	12'321	12'321 (2)
	Association Argos	2'737'662	2'709'086	28'576	28'576 (2)
	Hospice Général - Prestations - Action Sociale	305'028'865	296'774'212	8'254'653	6'700'000 (1)
	Remise de cotisations AVS	2'791'033	2'340'000	451'033	650'000
	LAVI - Prestations destinées aux victimes	1'571'754	881'000	696'754	696'754

## I. Crédits supplémentaires soumis et approuvés par la commission des finances, sous réserve des exceptions prévues par la LAGF

Programme	Libellé	Comptes 2017	Budget 2017	Dépassements	
				Total	dont autorisés
D01	Mise en oeuvre et conduite des actions en faveur des personnes âgées				
	EMS - Val Fleury	6'674'483	6'578'179	96'304	96'304 (2)
	EMS - Maison de retraite du Petit-Saconnex (MRPS)	6'270'508	6'203'084	67'424	67'424 (2)
	EMS - Butini	4'319'516	4'257'198	62'318	62'318 (2)
	EMS - Les Châtaigniers	3'844'938	3'827'383	17'555	56'049 (2)
	EMS - Les Charmettes	3'164'494	3'128'707	35'787	35'787 (2)
	EMS - Eynard Fatio	2'966'653	2'923'835	42'818	42'818 (2)
	EMS - Résidence de Bon Séjour	2'844'737	2'803'673	41'064	41'064 (2)
	EMS - Les Chamillies	2'777'704	2'747'838	29'866	29'866 (2)
	EMS - Le Nouveau-Kermont	2'750'143	2'710'456	39'687	39'687 (2)
	EMS - Châtelaine	2'694'259	2'655'382	38'877	38'877 (2)
	EMS - Résidence Les Tilleuls	2'635'779	2'597'744	38'035	38'035 (2)
	EMS - Foyer St-Paul	2'431'654	2'392'302	39'352	39'352 (2)
	EMS - Lotard	2'413'059	2'378'243	34'816	34'816 (2)
	EMS - De la Rive	2'406'629	2'371'906	34'723	34'723 (2)
	EMS - Notre Dame	2'340'126	2'306'357	33'769	33'769 (2)
	EMS - St-Loup - Vandelle	2'275'217	2'242'387	32'830	32'830 (2)
	EMS - Résidence Fort Barreau	2'258'201	2'225'614	32'587	32'587 (2)
	EMS - Domaine de la Louvière	2'203'073	2'171'274	31'799	31'799 (2)
	EMS - La Petite Boissière	2'173'252	2'150'174	23'078	23'078 (2)
	EMS - Foyer Vallon	2'152'001	2'120'939	31'062	31'062 (2)
	EMS - Fondation de l'Age d'Or	2'131'983	2'101'218	30'765	30'765 (2)
	EMS - Les Bruyères	2'125'603	2'094'927	30'676	30'676 (2)
	EMS - Résidence Les Arénieres	2'097'351	2'075'469	21'882	21'882 (2)
	EMS - Résidence des Franchises	2'067'532	2'046'742	20'790	30'399 (2)
	EMS - Foyer Béthel	2'008'805	1'979'822	28'983	28'983 (2)
	EMS - Pierre de la Fée	2'006'528	1'977'574	28'954	28'954 (2)
	EMS - Les Pins	2'005'905	1'976'961	28'944	28'944 (2)
	EMS - Poterie	2'001'073	1'980'240	20'833	20'833 (2)
	EMS - Bessonnette - fdt Les Maronniers	1'980'036	1'951'457	28'579	28'579 (2)
	EMS - Les Pervenches	1'968'557	1'940'149	28'408	28'408 (2)
	EMS - Résidence Happy Days	1'908'138	1'880'609	27'529	27'529 (2)
	EMS - La Providenza	1'871'608	1'845'867	25'741	25'741 (2)
	EMS - Résidence Vendée	1'772'031	1'740'686	31'345	31'345 (2)
	EMS - Drize	1'738'374	1'713'287	25'087	25'087 (2)
	EMS - Résidence Saconnay	1'695'504	1'671'035	24'469	24'469 (2)
	EMS - Résidence Jura	1'663'160	1'639'158	24'002	24'002 (2)
	EMS - Armée du Salut - Résidence Amitié	1'656'094	1'632'196	23'898	23'898 (2)
	EMS - Plantamour	1'550'364	1'527'988	22'376	22'376 (2)
	EMS - Résidence Mandement	1'528'117	1'506'060	22'057	22'057 (2)
	EMS - Résidence de la Champagne	1'449'649	1'428'725	20'924	20'924 (2)
	EMS - Villa Mona	1'419'080	1'402'586	16'494	16'494 (2)
	EMS - Résidence Beauregard	1'384'102	1'364'120	19'982	19'982 (2)
	EMS - Les Mimosas	1'103'378	1'087'452	15'926	15'926 (2)
	EMS - Le Lémans	968'511	954'533	13'978	13'978 (2)
E01	Mise en oeuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées				
	EPH - Clair-Bois - Adultes	21'121'518	20'909'822	211'696	211'695 (1) (2)
	EPH - Fondation SGIPA - Adultes	18'625'634	18'361'343	264'291	264'290 (1) (2)
	EPH - Fondation Ensemble - Adultes	10'304'327	10'160'931	143'396	143'396 (2)
	EPH - Etablissements publics pour l'intégration (EPI)	60'722'853	60'078'873	643'980	643'980 (2)
	EPH - Foyer Handicap	18'611'887	18'395'917	215'970	215'969 (1) (2)
	EPH - Aigues-Vertes	17'954'864	17'760'229	194'635	194'634 (1) (2)
	EPH - Fondation Trajets	7'027'347	6'927'956	99'391	99'391 (2)
	EPH - Centre Espoir (Armée du salut)	4'926'002	4'858'543	67'459	67'459 (2)
	EPH - Fondation Pro entreprise sociale privée	3'332'239	3'283'926	48'313	48'314 (2)
	EPH - Association La Corolle	3'315'961	3'272'332	43'629	43'629 (2)
	EPH - La Maison des Champs	1'984'831	1'958'193	26'638	26'638 (2)
E02	Soutien financier individuel aux personnes handicapées				
	Prestations complémentaires fédérales - AI	146'263'801	141'974'172	4'289'629	3'230'466 (1)
	Prestations complémentaires cantonales - AI	72'904'313	72'061'919	842'394	1'277'722
F05	Politique agricole				
	Opage, promotion agricole	1'852'525	1'834'000	18'525	18'525 (2)
H01	Population, droit de cité et migration				
	PIC - Programme d'intégration cantonal	5'024'104	3'456'369	1'567'735	1'700'000
	BIE cours de français	573'640	170'000	403'640	420'000

## I. Crédits supplémentaires soumis et approuvés par la commission des finances, sous réserve des exceptions prévues par la LGAF

Programme	Libellé	Comptes 2017	Budget 2017	Dépassements	
				Total	dont autorisés
J01 Transports et mobilité					
	Société des mouettes genevoises navigation S.A. (SMGN)	3'210'477	2'575'658	634'819	26'280 (1) (2) (3)
	Transports Publics Genevois (TPG)	236'201'429	232'020'394	4'181'035	4'181'035
	Indemnités tarifaires Unireso pour les CFF	2'296'744	1'970'348	326'396	326'396
K03 Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention					
	Première ligne	2'514'170	2'495'990	18'180	18'180 (2)
	Groupe sida - Genève	1'643'250	1'630'122	13'128	13'128 (2)
L01 Développement et soutien à l'économie					
	Carrefour Additions - dime de l'alcool	1'070'875	1'060'361	10'514	10'514 (2)
	Office de promotion industrielle (OPI)	1'358'839	1'342'910	15'929	15'929 (2)
	Eclosion	1'485'000	1'470'150	14'850	14'850 (2)
	Fondation genevoise pour l'innovation technologique (FONGIT)	1'840'710	1'821'000	19'710	19'710 (2)
N01 Culture					
	Conservatoire populaire de musique, danse et théâtre	13'643'938	13'448'951	194'987	194'987 (2)
	Conservatoire de musique de Genève	10'342'995	10'196'297	146'698	146'698 (2)
	Institut Jaques-Dalcroze	4'306'998	4'244'602	62'396	62'396 (2)
	Ecoles accréditées - Fondation ETM	1'070'663	1'059'956	10'707	10'707 (2)
	Orchestre de la Suisse Romande	9'500'000	9'405'000	95'000	95'000 (2)
	Soutien à la diffusion et au rayonnement	2'171'132	2'157'694	13'438	14'150 (2)
	Théâtre de Carouge - Atelier de Genève	26'000	0	26'000	26'000 (2)
	Fondation d'art dramatique	24'500	0	24'500	24'500 (2)
O09 Intérieur					
	Fondation officielle de la jeunesse (FOJ) - foyer Le Pertuis	1'152'588	1'139'768	12'820	12'820 (2)
Divers programmes					
	Agrégat de dépassements inférieurs à CHF 10'000	26'449'990	26'150'512	299'478	299'475 (1) (2)
<b>TOTAL I</b>				<b>61'172'710</b>	<b>62'808'867</b>

(1) Dépassement de crédit partiellement couvert par une demande de crédits supplémentaires approuvée par la Commission des finances.

(2) Dépassement de crédit lié à la loi 11916.

(3) Le DETA a déposé le 5 octobre 2017 une demande en autorisation de crédit supplémentaire de 84'257 F. Inférieure au seuil de matérialité, elle a été acceptée par le Conseil d'Etat en date du 18 octobre 2017. Le dépassement entre les comptes 2017 et le budget voté étant finalement supérieur au seuil de matérialité, cette charge n'a pas formellement fait l'objet d'une demande en autorisation de crédit supplémentaire auprès de la commission des finances.

## II. Crédits supplémentaires de la compétence du Conseil d'Etat conformément à la LGAF et au RPFCE

Programme	Libellé	Exceptions LGAF (art. 33 al. 3)	Seuils de matérialité RPFCE (art. 26 al. 3)	Comptes 2017	Budget 2017	Dépassements
<b>30 Charges de personnel (Provisions/dépréciations)</b>						<b>7'239'578</b>
A01	Enseignement obligatoire et orientation	Provisions/dépréciations		415'200	0	415'200
A02	Enseignement secondaire II et formation continue	Provisions/dépréciations	oui	44'000	0	44'000
A03	Suivi éducatif et soutien aux familles		oui	81'976'960	81'777'150	199'810
A04	Hautes écoles		oui	482'103	461'261	20'842
A06	Programme transversal à la politique A		oui	16'024'689	16'008'416	16'273
B01	Réinsertion des demandeurs d'emploi	Provisions/dépréciations		350'000	0	350'000
C04	Protection des personnes adultes sous curatelle	Provisions/dépréciations	oui	34'874	0	34'874
F01	Protection de l'environnement		oui	13'212'963	13'114'061	98'902
F03	Gestion des eaux		oui	11'135'338	11'097'488	37'850
H02	Sécurité publique	Provisions/dépréciations		-2'843'054	-7'052'098	4'209'044
H05	Admission à la circulation routière et à la navigation		oui	14'132'538	14'047'036	85'502
H07	Privation de liberté et mesures d'encadrement	Provisions/dépréciations	oui	-1'128'235	-1'148'016	19'782
I01	Pouvoir judiciaire	Provisions/dépréciations		-828'082	-2'076'524	1'248'442
O04.01	Audits et évaluations de la Cour des Comptes	Provisions/dépréciations		2'471'136	2'179'290	291'846
O04.08	Audits et expertises du SAJ		oui	3'789'274	3'690'920	98'354
P01	Etats-majors départementaux	Provisions/dépréciations	oui	57'896	0	57'896
Divers programmes	Agrégat de dépassements inférieurs à CHF 10'000		oui	6'827'257	6'816'296	10'961
<b>31 Charges de biens et services et autres charges d'exploitation (Provisions/dépréciations, pertes effectives et cas particuliers)</b>						<b>49'251'369</b>
A01	Enseignement obligatoire et orientation	Provisions/dépréciations et pertes effectives et cas particuliers	oui	84'626	20'000	64'626
A03	Suivi éducatif et soutien aux familles	Provisions/dépréciations et pertes effectives		506'321	107'587	398'733
B01	Réinsertion des demandeurs d'emploi	Pertes effectives		1'335'153	1'110'000	225'153
C01	Accès à l'assurance-maladie	Provisions/dépréciations et pertes effectives		5'380'783	2'200'000	3'180'783
C04	Protection des personnes adultes sous curatelle	Provisions/dépréciations	oui	55'889	20'000	35'889
D02	Soutien financier individuel aux personnes âgées	Provisions/dépréciations		13'070'146	14'448'310	862'1836
E02	Soutien financier individuel aux personnes handicapées	Provisions/dépréciations		8'887'520	2'898'840	5'988'680
F01	Protection de l'environnement	Provisions/dépréciations		-2'154'411	-6'769'156	4'614'745
F04	Nature et paysage	Pertes effectives	oui	77'882	14'952	62'929
F05	Politique agricole	Pertes effectives		425'405	2'748	422'658
G01	Logement et planification foncière	Provisions/dépréciations		842'713	600'000	242'713
G03	Conformité des constructions et des chantiers	Provisions/dépréciations	oui	393'219	300'000	93'219
H06	Exécution des poursuites et faillites	Provisions/dépréciations		1'064'941	550'000	514'941
H07	Privation de liberté et mesures d'encadrement	Provisions/dépréciations, pertes effectives et cas particuliers	oui	29'046	0	29'046
H09	Sécurité civile et armée	Provisions/dépréciations et pertes effectives et cas particuliers	oui	70'982	0	70'982
I01	Pouvoir judiciaire	Provisions/dépréciations et pertes effectives		17'535'181	15'300'000	2'235'181
J02	Infrastructures routières et de transports publics	Provisions/dépréciations	oui	23'347	10'000	13'347
K01	Réseau de soins	Provisions/dépréciations et pertes effectives		5'376'304	4'200'000	1'176'304
K03	Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention	Pertes effectives	oui	109'841	35'500	74'341
L03	Régulation du commerce	Provisions/dépréciations et pertes effectives	oui	187'225	30'000	157'225
M01	Impôts, taxes et droits	Provisions/dépréciations et pertes effectives		103'901'997	82'950'000	20'951'997
N01	Culture	Pertes effectives	oui	21'003	0	21'003
O03	Conseil d'Etat	Pertes effectives	oui	30'875	0	30'875
Divers programmes	Agrégat de dépassements inférieurs à CHF 10'000		oui	65'162	41'000	24'162
<b>33 Amortissements du patrimoine administratif</b>						<b>28'052'560</b>
A01	Enseignement obligatoire et orientation	Amortissements	oui	1'585'143	1'461'933	123'210
A02	Enseignement secondaire II et formation continue	Amortissements		4'187'971	3'684'226	503'745
A03	Suivi éducatif et soutien aux familles	Amortissements	oui	331'299	297'513	33'786
A05	Enseignement spécialisé.	Amortissements	oui	167'718	149'176	18'542
A06	Programme transversal à la politique A	Amortissements		721'080	453'538	267'543
F03	Gestion des eaux	Amortissements	oui	1'437'665	1'426'498	11'167
F04	Nature et paysage	Amortissements	oui	2'979'061	2'956'951	22'110
F05	Politique agricole	Amortissements	oui	90'256	68'824	21'432
G01	Logement et planification foncière	Amortissements		1'999'272	1'593'016	406'256
G02	Aménagement du territoire	Amortissements		980'522	917'448	888'774
G04	Géodonnées de référence et garantie des droits réels	Amortissements	oui	707'844	575'135	132'709
H02	Sécurité publique	Amortissements		4'363'566	4'015'818	347'748
H09	Sécurité civile et armée	Amortissements	oui	342'027	323'638	18'389
J01	Transports et mobilité	Amortissements	oui	4'133'518	4'050'417	83'100
K03	Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention	Amortissements	oui	288'694	272'972	15'722
M02	Gestion des actifs et des passifs des patrimoines financier et administratif	Provisions/dépréciations		17'487'336	0	17'487'336
N01	Culture	Amortissements	oui	147'768	126'367	21'401
P04	Gestion du patrimoine de l'Etat (bâtiments et biens associés)	Amortissements		276'960'103	269'332'609	7'627'494
Divers programmes	Agrégat de dépassements inférieurs à CHF 10'000	Amortissements	oui	1'013'515	991'418	22'097
<b>34 Charges financières</b>						<b>4'648'218</b>
J02	Infrastructures routières et de transports publics	Pertes effectives		2'782'706	0	2'782'706
M02	Gestion des actifs et des passifs des patrimoines financier et administratif	Pertes effectives		1'864'412	0	1'864'412

## II. Crédits supplémentaires de la compétence du Conseil d'Etat conformément à la LGAF et au RPFCE

Programme	Libellé	Exceptions LGAF (art. 33 al. 3)	Seuils de matérialité RPFCE (art. 26 al. 3)	Comptes 2017	Budget 2017	Dépassements
Divers programmes	Agrégat de dépassements inférieurs à CHF 10'000		oui	1'100	0	1'100
<b>36 Charges de transfert (hors liste des subventions)</b>						<b>10'722'198</b>
A02 Enseignement secondaire II et formation continue		Provisions/dépréciations et pertes effectives		4'467'265	598'000	3'869'265
A04 Hautes écoles		Amortissements		24'104'342	22'656'538	1'447'804
C03 Mise en oeuvre et conduite des mesures d'action sociale		Amortissements et pertes effectives		1'471'364	0	1'471'364
E01 Mise en oeuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées		Amortissements		965'988	0	965'988
F01 Protection de l'environnement			oui	261'766	165'475	96'291
G01 Logement et planification foncière		Amortissements		861'516	167'700	693'816
H02 Sécurité publique			oui	1'247'152	1'111'812	135'340
L01 Développement et soutien à l'économie		Provisions/dépréciations		1'802'019	421'307	1'380'712
L03 Régulation du commerce			oui	601'013	549'000	52'013
L04 Surveillance du marché du travail		Amortissements		17'505	0	17'505
P01 Etats-majors départementaux		Amortissements		411'953	61'312	350'641
P04 Gestion du patrimoine de l'Etat (bâtiments et biens associés)		Amortissements		16'156'057	15'919'771	236'286
Divers programmes	Agrégat de dépassements inférieurs à CHF 10'000		oui	20'173	15'000	5'173
<b>36 Charges de transfert (liste des subventions)</b>						<b>8'310'195</b>
A02 Enseignement secondaire II et formation continue						
	Bourses d'études - enseignement secondaire II	Provisions/dépréciations		557'905	0	557'905
A04 Hautes écoles						
	Bourses d'études - enseignement HES et universitaire	Provisions/dépréciations		264'415	0	264'415
B01 Réinsertion des demandeurs d'emploi						
	Mesures cantonales en faveur du chômage	Provisions/dépréciations		600'000	0	600'000
C01 Accès à l'assurance-maladie						
	Subsides aux assurés à ressources modestes	Provisions/dépréciations		3'272'826	0	3'272'826
C03 Mise en oeuvre et conduite des mesures d'action sociale						
	Remise de cotisations AVS	Provisions/dépréciations		1'265'000	0	1'265'000
D02 Soutien financier individuel aux personnes âgées						
	Prestations complémentaires fédérales - AVS	Provisions/dépréciations		866'744	-307'000	1'173'744
	Prestations d'aide sociale - AVS		oui	4'737'804	4'598'559	139'245
E02 Soutien financier individuel aux personnes handicapées						
	Prestations complémentaires fédérales - AI	Provisions/dépréciations		1'119'358	212'000	907'358
F01 Protection de l'environnement						
	Subventions associations diverses		oui	16'631	5'000	11'631
Q01 Energie						
	Fonds des privés : subventions accordées		oui	358'979	250'000	108'979
Divers programmes						
	Agrégat de dépassements inférieurs à CHF 10'000		oui	1'147'420	1'138'329	9'091
<b>TOTAL II</b>						<b>108'224'117</b>

En application de la LGAF (art 33 et 34) et du règlement d'application (RPFCE art 21 et 26), le Conseil d'Etat est compétent pour valider les dépassements de crédit inférieurs au seuil de matérialité. Le seuil de matérialité est fixé à CHF 200'000 ou entre 200'000 F et 1'000'000 F (n'excédant pas 0.5% du crédit initial voté dans le cadre du budget). De plus, les dépassements de crédit concernant : les amortissements, les provisions, les pertes de valeur et dépréciations d'actifs, les pertes de change et créances irrécouvrables, les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés ou des actifs du patrimoine financier, les reclassements entre natures de charges, les cas particuliers définis par voie réglementaire, portant sur des écritures comptables qui ne donnent pas lieu à une sortie de trésorerie, ne font pas l'objet de demandes de dépassement de crédit soumises à la commission des finances et sont présentés et régularisés par le Grand Conseil dans le cadre de la loi de bouclage des comptes.

## III. Dépassements non soumis ou non approuvés par la Commission des finances

Programme	Comptes 2017	Budget 2017	Dépassement	
<b>30 Charges de personnel (hors provisions/dépréciations)</b>			<b>320'034</b>	
F05 Politique agricole	4'218'239	3'898'205	320'034	
<b>36 Charges de transfert (hors liste des subventions) (hors amortissements, provisions/dépréciations et pertes effectives)</b>			<b>1'692'029</b>	
A02 Enseignement secondaire II et formation continue	7'567'343	6'958'000	609'343	
A04 Hautes écoles	25'087'686	24'005'000	1'082'686	
<b>36 Charges de transfert (liste des subventions) (hors amortissements, provisions/dépréciations et pertes effectives)</b>			<b>760'192</b>	
A05 Enseignement spécialisé.				
	Subsides pour la formation scolaire spéciale	22'421'054	21'985'036	436'018
J01 Transports et mobilité				
	GLCT : Lignes transfrontalières	4'824'174	4'500'000	324'174
<b>TOTAL III</b>			<b>2'772'255</b>	